

enoromi azine

MANAGEMENT

10 NOAM SARL

L'expertise gabonaise à la conquête de l'Afrique



ENQUÊTE

CNSS :

Comment sortir de la crise ?

DOSSIER

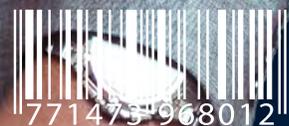
Lutte contre la vie chère :
la stratégie portuaire du Gabon pour réduire les coûts.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT



771475968012 >



RAJOUTEZ DE LA
PUISSANCE
À VOTRE **MOTEUR**

GAMME DE LUBRIFIANTS



DISPONIBLE DANS TOUTES NOS STATIONS-SERVICE

Directeur de publication
Dorine Henry M.

Rédacteur en chef
Seif Mostley

Graphisme & maquette
Davy MEGNIE  Think different

Webmaster
Simon Steven OBAME

Photographies
Bambi Photographie Pro

Régie publicitaire
Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction
Jean Paul Augé OLLOMO
Christian BOUA
Griffin ONDO

Tirage mensuel
5000 exemplaires

Imprimé par
Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville
Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem
Hôtel Marguerite

Ont participé

Hailée M.D
Brice GOTOA
Mikel DOUSSENGUI
Lionnel MBENG
Sveltana ADAH MENDOME

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine



ÉDITO

TOUS AU CHEVET DE LA CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE !

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a été mise sous administration provisoire par l'exécutif gabonais lors du Conseil des ministres du 7 juin 2022. Une décision diversement accueillie par l'opinion qui attend un changement concret dans le traitement des personnes à la retraite dont les revendications récurrentes ont fini par contraindre le président de la République à prendre une décision forte censée mettre fin à la crise qui prévaut au sein de cette structure depuis plusieurs années. Il faut dire qu'au moment où les autorités ont fait le choix de la dissolution du Conseil d'administration et de la Direction générale de la CNSS, le climat social n'était pas des plus favorables, en situant à répétition devant le siège social de la structure à Libreville et manifestations dans certaines rues de la capitale. La mobilisation

des retraités visait un objectif : se faire entendre, mais surtout alerter sur la difficulté de la Caisse à remplir ses obligations à leur endroit, notamment dans le respect des échéances de paiement des pensions. Leur mouvement semble avoir été entendu.

De l'avis des experts et des partenaires sociaux, l'organisme de prévoyance sociale devait mobiliser un peu plus de 500 milliards de FCFA pour sortir du gouffre. Déjà, au mois de mai 2022, le président du Syndicat des professionnels de la Caisse nationale de sécurité sociale (SYPROSS), André Richard NDI BE-KOUNG, annonçait au cours d'une assemblée générale que « le diagnostic de Finactu indique que la CNSS sera en cessation de paiements d'ici juillet 2022, si rien n'est fait ». Peut-on croire que la décision des autorités visait à anticiper cette échéance ? Rien n'est certain. Cependant, le fait d'avoir privilégié la nomination d'un administrateur provisoire que de faire les réformes envisagées sous l'organigramme initial laisse sous-entendre que le politique savait que la situation était désormais catastrophique.

Préserver l'exécution du service aux assurés et le maintien des activités régaliennes de l'entreprise font l'unanimité aussi bien pour le gouvernement que l'opposition. Les autorités se sont données une année pour trouver la meilleure formule pour sortir la CNSS du gouffre. La réalisation de cette ambition a été confiée à Christophe EYI. Auditeur, pas-

sé chez Deloitte, BNP et BICIG, l'unique patron actuel de la CNSS était au moment de sa nomination Directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations du Gabon (CDC). Il a douze mois pour repenser le modèle gestion capable de sauver l'un des bras séculier de l'État en matière de prévoyance sociale.

Dans cette affaire, la surprise est venue de l'opposition, notamment de l'Union nationale (UN). Cette formation politique, préoccupée par l'éventualité d'un naufrage de la CNSS, s'est employée à soumettre ses réflexions pour une rapide sortie de crise. Le parti de Paulette MISSAMBO a en effet formulé, le 24 juin 2022, six propositions se déclinant en quatorze actions à mener. Il s'agit de : conformer la gouvernance de la CNSS à la loi ; ré-

aliser le nécessaire état des lieux ; recentrer la CNSS sur sa raison sociale ; traiter les dettes de l'État employeur et le sortir de la CNSS ; traiter les dettes des entreprises et accroître le nombre de cotisants ; optimiser la gestion des ressources humaines.

Il faudra donc réaliser un état des lieux par l'inspection régionale de la prévoyance sociale de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres).

Celle-ci est attendue sur quatre actions d'audit, à savoir : un audit comptable et financier, un audit des prestations techniques, un audit des fichiers cotisants, du recouvrement et les arriérés de paiement sur les cotisations et un audit de la paie et des ressources humaines. Ces différents audits devront être réalisés par un cabinet spécialisé et indépendant, conformément aux statuts de l'entreprise.

Cette contribution de l'opposition pour sauver la CNSS, mais aussi la CNAMGS, convoque la responsabilité de chaque citoyen à se tenir aux côtés de l'État sur des questions impliquant l'intérêt national. Piliers de la solidarité nationale, une faillite des mécanismes contemporains de prévoyance sociale aura inéluctablement de graves conséquences sur l'ensemble de la société. Gageons qu'à la fin du premier semestre 2023, la CNSS, par l'engagement de toutes les parties prenantes, connaisse un retour à l'équilibre budgétaire et financier. Ce qui lui garantirait la réalisation de ses missions. ●



Seif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire

June 25th 2022
We're in. It's on. **Gabon**



09

Actualité.

Commonwealth : We made it!

ACTUALITÉS

06 Brasserie :

Des divergences stratégiques à l'origine de la rupture du partenariat entre le Groupe Castel et The Coca-Cola Company

07 Afrique Centrale :

Le passeport Cemac (enfin) homologué au Gabon.

08 Eau potable :

100 forages pour pallier le manque.

09 Commonwealth :

We made it!

ENTREPRENEURIAT

16 Hugues Freddy YONDZI

Du salariat à l'entrepreneuriat.

PUBLI REPORTAGE

18 46^e assemblée générale de la FANAF :

Un conclave pour apporter un souffle nouveau à la profession.

ENQUÊTE

20 Caisse Nationale de Sécurité Sociale :

Comment sortir de la crise ?

“

Rien n'est acquis d'avance. Ceux qui ont tout réussi du premier coup, on les compte sur le bout des doigts.

Aristide
MAPAGA KOMBILA
Manager général NOAM SARL

10

A la Une.

NOAM SARL

L'expertise gabonaise à la conquête de l'Afrique.

Sept ans après sa création à Kigali au Rwanda, le Groupe NOAM SARL est présent dans sept pays en Afrique, en Asie et Europe où il a un relai en France. Basé à Libreville, son exploit ne manque pas de rendre fier le Gabon dont l'entreprise est un des meilleurs ambassadeurs à l'international. De l'ingénierie de management du capital humain à ses débuts, le groupe intervient désormais dans divers domaines et pour des secteurs d'activité variés, avec pour seule ambition : répondre aux besoins de croissance des opérateurs économiques qui sollicitent ses services. Son manager général, Aristide MAPAGA KOMBILA, s'est prêté au jeu des questions-réponses avec ENOROMI MAGAZINE.





34

Découverte.

La chute de Lessimi :
Le spot enchanteur d'Oss-Kama.

DOSSIER

22 Lutte contre la vie chère :
La stratégie portuaire du Gabon pour réduire les coûts.

MAIS ENCORE...

28 Ludmilla MBADINGA
Comme un Hair Afro.

SPORT

30 Aubameyang :
Fin d'aventure en sélection.

CULTURE

32 Fête de la musique :
Les Librevillois ont eu droit à 10 jours de célébration.

DÉCOUVERTE

34 La chute de Lessimi :
Le spot enchanteur d'Oss-Kama.

ZOOM SUR

36 Vacances et consommation des drogues chez les jeunes.

INTERNATIONAL

38 Les BRICS :
Une alternative au G7 ?



28

Sport.

Aubameyang :
Fin d'aventure en sélection.

Actualités



Brasserie : Des divergences stratégiques à l'origine de la rupture du partenariat entre le Groupe Castel et The Coca-Cola Company



La Société des brasseries du Gabon (Sobraga) a annoncé la fin du partenariat historique entre le Groupe Castel et The Coca-Cola Company (TCCC). Le contrat d'embouteillage qui lie Coca Cola à de nombreuses filiales du continent prendra fin au 30 juin 2022. « Cette décision doit notamment permettre au Groupe Castel de poursuivre en toute indépendance son modèle de développement adapté aux réalités des marchés africains qui conforte sa vision stratégique ».

Après 25 ans de partenariat, le Groupe Castel et The Coca-Cola Company vont mettre fin à leur collaboration pour la production, l'embouteillage et la commercialisation des boissons des marques Coca-Cola, Fanta, Sprite et Schweppes dès le 30 juin 2022. L'information a été faite à travers un communiqué rendu public le 18 mai 2022 par la Société des brasseries du Gabon (Sobraga), filiale du Groupe Castel.

« Comme beaucoup savent, dans la vie, quand la cohabitation devient compliquée, il vaut mieux se séparer à l'amiable. Nous avons de plus en

plus de divergences stratégiques et nous sommes farouchement attachés à notre indépendance. Castel a toujours fait preuve d'indépendance, c'est dans son ADN. Nous avons toujours eu nos propres marques comme Djino, Top ou World Cola et nous souhaitons que cela continue », a justifié Fabrice BONATTI, directeur général de la Sobraga dans une interview accordée au quotidien l'Union le 20 mai 2022.

Selon le directeur général de la Sobraga, la divergence de vues avec The Coca-Cola Company n'entraînera aucune répercussion sur les relations avec les autres partenaires. « Nous aurons toujours à cœur de développer au mieux les marques internationales qui nous ont été confiées par des partenaires tels que Guinness, Orangina ou Sumol ». La Sobraga confirme son ambition qui est de demeurer l'entreprise préférée des Gabonais, et un acteur régional de référence en matière de management de la qualité, de capacité d'innovation et d'engagement citoyen.

Une gamme de produits variés

La priorité de l'entreprise est de continuer d'innover et de développer ses propres marques africaines en toutes indépendances, en proposant de la diversité et de la qualité au meilleur prix. « Notre boussole permanente est la satisfaction de nos clients ». La Sobraga soutient qu'elle va continuer à proposer aux Gabonais une gamme de produits variés.

Selon l'entreprise, grâce à la mise en place depuis plusieurs années d'un système de management de qualité arrimé aux plus hauts standards internationaux, la Sobraga va continuer d'innover en développant ses gammes de produits, mais aussi en veillant à proposer des boissons moins sucrées, en promouvant les emballages en verre consignés plus respectueux de l'environnement. « Il ne faut pas sous-estimer notre capacité à proposer des alternatives. Savez-vous ainsi que depuis très longtemps, Djino est très largement la marque numéro 1 au Gabon ? Les marques Top et World Cola connaissent également un gros succès depuis leurs lancements. Le consommateur est roi, il saura faire son choix », a expliqué Fabrice BONATTI.

D'après le patron de la Sobraga, le géant africain Castel n'a pas besoin du géant américain Coca Cola pour vivre et bien vivre. Les perspectives de développement à partir des marques locales, le savoir-faire accumulé depuis soixante ans, la maîtrise des réseaux de distribution font effectivement que l'entreprise aborde l'avenir en toute sérénité, sur les boissons gazeuses comme sur les autres segments de marché.

La Sobraga affiche de bonnes performances en fin 2021

Selon la note de conjoncture sectorielle de la direction générale de l'Économie et de la politique fiscale, en 2021 au Gabon, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré une consolidation de ses performances, malgré la légère baisse observée au quatrième trimestre. La production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a augmenté de 10,6 % pour se situer à 3 millions d'hectolitres, portée par les bières (+11 %), les boissons gazeuses (+6,7 %) et les boissons diverses (+81 %). On a noté tout de même un ralentissement de 7 % au quatrième trimestre 2021 comparativement au trimestre précédent. ●

Brice GOTOA



Afrique centrale : le passeport Cemac (enfin) homologué au Gabon



Après plusieurs années d'attentes, les autorités gabonaises viennent enfin d'homologuer le passeport de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac). Jugé plus sécurisé par rapport au passeport biométrique gabonais, ce nouveau document permet au porteur de circuler librement dans les six pays membres de la CEMAC. Mais la procédure de délivrance de ce nouveau passeport reste soumise aux règlements de la République gabonaise.

Le président de la Commission de la Cemac, le Pr Daniel ONA ONDO et le ministre gabonais de la Défense nationale, Félicité NGOUBILI ont procédé le 15 mai 2022 à Libreville, à la signature du rapport d'homologation du passeport biométrique de la Cemac. Ce document devrait permettre à leur détenteur de pouvoir circuler librement dans la sous-région : Cameroun, Congo, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad. Il aura fallu plus de 10 ans au Gabon pour en arriver là.

« On n'a pas trainé le pas, c'est un long processus. Lorsque l'on doit s'arrimer à des normes, il y a des critères de convergence qu'il faut pouvoir respecter. C'est pour cela que l'on a pu observer tous ces longs délais », a déclaré Bernard GNAMANKALA, directeur général de la documentation et de l'immigration (DGDI) du Gabon.

Selon le patron de la DGDI, le nouveau document devrait pouvoir être délivré aux premiers demandeurs dans les prochains jours, y compris pour ceux dont les demandes sont en cours de traitement depuis plusieurs jours. « Ce document de voyage est l'illustration de l'engagement du président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, aux côtés de ses paires de la sous-région pour une véritable intégration sous-régionale et une meilleure circulation des personnes et des biens », a fait savoir Félicité NGOUBILI.

Un document plus sécurisé au service de l'intégration sous-régionale

Le passeport de la Cemac est jugé plus sécurisé que les passeports biométriques nationaux. « Ce passeport va embarquer une nouvelle puce plus sécurisée, qui comporte une page de données en polycarbonate, une des dernières technologies en la matière », indique Eddy NGOBA, directeur des systèmes d'information de la DGDI. Selon lui, une des particularités de ce passeport est de faire apparaître « un portrait hologramme sur le portrait de l'utilisateur », ce qui permet ainsi une grande sécurisation du document.

Ce nouveau document, qui est censé renforcer la libre circulation au sein de la sous-région, reste soumis aux règlements des autorités gabonaises. « La procédure de délivrance est toujours soumise aux règlements de la République gabonaise », a martelé le directeur général de la DGDI tout en précisant que les coûts seront les mêmes. Ce passeport a une validité de 5 ans.

Depuis plus de deux ans, les passagers Cemac ont déjà un hall à l'aéroport international Léon MBA de Libreville. Toutefois, en plus de ce nouveau document, les ressortissants de la Cemac devront

demandeur un visa et une carte de séjour pour résider dans un pays membre au-delà de 90 jours.

Le dernier pays de la Cemac à s'arrimer

Le président de la Commission de la Cemac, Pr Daniel ONA ONDO n'a pas caché son soulagement après la signature officielle des documents d'homologation à Libreville. « Je dois vous avouer que grande était ma gêne, de m'entendre dire, à chaque réunion de la Cemac, que mon pays, le Gabon, était le seul pays à ne pas disposer du passeport biométrique Cemac », a affirmé le Pr Daniel ONA ONDO.

Pour le ministère de l'Intérieur, le Gabon était jusque-là le dernier des 6 pays de la Cemac à n'avoir pas mis sur pied cet instrument d'intégration sous-régionale. Mais c'est désormais une histoire ancienne. « Ce passeport qui intègre les technologies les plus récentes en la matière est très sécurisé et sera délivré aux premiers demandeurs dans les prochains jours. Le Gabon a même innové en prenant en compte les réfugiés dont le passeport sera bleu » renseigne le ministère de l'Intérieur.

Toutefois, précise le ministère, les passeports ordinaires actuellement en circulation restent valables jusqu'à leur expiration. Ce ne sera donc qu'au moment de leur renouvellement qu'ils seront marqués Cemac. Grâce à ce passeport homologué, ses détenteurs disposent désormais d'un document qui leur permet une libre circulation dans la zone Cemac sans avoir besoin de visa. Ceci conformément à l'Acte additionnel de la Communauté du 25 juin 2013 portant suppression du visa pour tout ressortissant de la Cemac circulant dans l'espace communautaire. ●

Brice GOTOA

Commonwealth : «We made it !»



Moins de deux ans après la rencontre à Londres (Royaume-Uni) entre le président de la République, Ali BONGO ONDIMBA, et la baronne Patricia Scotland, Secrétaire générale du Commonwealth, le Gabon a officiellement intégré le 25 juin 2022 l'organisation transgouvernementale qui compte 56 pays membres et autant de possibilités de nouer de nouveaux accords dans les domaines économique, diplomatique et même culturel.

« Historique ! » À l'instar du Togo, le Gabon a officiellement intégré le Commonwealth. C'était à l'occasion du sommet de cette organisation tenu à Kigali au Rwanda, le 25 juin 2022. Avec le Togo, le Rwanda et le Mozambique, le Gabon devient ainsi le quatrième pays non anglophone de cette famille de 56 membres créée en 1949. Initialement prévu pour fédérer les anciennes colonies anglaises, le Commonwealth regroupe environ 2,5 milliards de personnes à ce jour. Ce qui constitue une aubaine pour notre pays qui, déjà membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), aspirait ces dernières années à s'ouvrir davantage au monde et à d'autres partenaires.

De nombreux avantages

S'adressant aux populations le 28 juin, soit trois jours après cette adhésion, Ali BONGO ONDIMBA s'est voulu pédagogue. Il n'a en effet pas manqué de relever les différents avantages liés à l'entrée du Gabon au sein du Commonwealth. D'abord sur le plan économique, le chef de l'État a indiqué que notre pays sera « mieux placé pour attirer des investisseurs internationaux dans des secteurs toujours plus diversifiés ». D'autant plus, a-t-il expliqué, que « l'anglais est la langue la plus parlée dans le monde. Elle est la langue des affaires ». Ainsi, devenu membre de cette organisation, cela signifie pour les Gabonais « plus d'emplois créés, plus de richesses distribuées » à terme.

L'adhésion du Gabon au Commonwealth permet également, selon le président de la République, de poursuivre sa politique de



rayonnement sur la scène internationale. Ce qui constitue donc un avantage non négligeable sur le plan diplomatique, au moment où la position de notre pays est déjà forte sur la scène internationale.

« Le Gabon est un pays souverain. Ses institutions doivent être respectées. Moi président, je ne tolérerai pas qu'il en soit autrement. [...] Cette adhésion [...] nous permettra d'être encore plus respectés. Et il y a de quoi », a d'ailleurs tenu à souligner Ali BONGO ONDIMBA dans son discours à la Nation.

Entre autres bénéfiques à en tirer, l'adhésion du Gabon au Commonwealth ne manquera pas de produire des résultats sur le plan culturel. « Demain, nos étudiants auront plus facilement accès aux meilleures uni-

versités, dont nombre sont anglophones. Ils auront accès aux savoirs les plus innovants dont beaucoup sont en langue anglaise. S'ils parlent également anglais, ils verront leurs opportunités décuplées au Gabon, comme partout dans le monde », s'est déjà réjoui le chef de l'État qui a dit assumer cette initiative, en dépit des moqueries et autres commentaires désobligeants, y compris au niveau national par certains de ses propres compatriotes. ●

DLG



► **MANAGEMENT**

NOAM SARL

**L'expertise gabonaise
à la conquête de l'Afrique**





“
Rien n'est
acquis d'avance.
Ceux qui ont
tout réussi du
premier coup, on
les compte sur le
bout des doigts.”

Sept ans après sa création à Kigali au Rwanda, le Groupe NOAM SARL est présent dans sept pays en Afrique, en Asie et Europe où il a un relai en France. Basé à Libreville, son exploit ne manque pas de rendre fier le Gabon dont l'entreprise est un des meilleurs ambassadeurs à l'international. De l'ingénierie de management du capital humain à ses débuts, le groupe intervient désormais dans divers domaines et pour des secteurs d'activité variés, avec pour seule ambition : répondre aux besoins de croissance des opérateurs économiques qui sollicitent ses services. Son manager général, Aristide MAPAGA KOMBILA, s'est prêté au jeu des questions-réponses avec ENOROMI MAGAZINE.

ENOROMI MAGAZINE

Pour certains de nos lecteurs qui ne vous connaissent pas encore. Présentez-vous NOAM SARL Group. En quelle année votre groupe voit-il le jour ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

Créé en 2016 à Kigali, le Groupe NOAM SARL est à l'origine spécialisé dans l'ingénierie de management du capital humain. Grâce à une approche ainsi que des procédés efficaces, le Groupe NOAM SARL a su faire évoluer son offre de services. En effet, il propose désormais une somme

de solutions innovantes permettant de répondre aux besoins de croissance d'opérateurs économiques de divers ordres et de tous secteurs d'activités.

ENOROMI MAGAZINE

Sept années après votre création et le démarrage effectif de vos activités, comment se porte aujourd'hui NOAM SARL Group ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

Avant de répondre à votre question, j'aimerais préciser que le siège social du Groupe NOAM SARL est basé à Libreville et après 7 ans d'existence, il jouit d'une excellente réputation. Le Groupe est désormais présent dans 7 pays et il a su se positionner comme un partenaire sérieux partout où il opère. En effet, une offre de services diversifiés et des propositions répondant aux besoins réels des partenaires ont permis au Groupe d'être non seulement la référence locale au Gabon, mais également un partenaire de choix à l'étranger.

ENOROMI MAGAZINE

Comment votre groupe a-t-il vécu la période Covid-19 avec les nombreuses restrictions imposées par les gouvernements du monde. À quel point le Groupe NOAM SARL a-t-il été impacté ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

Dans mon entendement, cette question a deux volets : d'abord, faire une appréciation de la nouvelle situation liée à l'impact de la pandémie Covid-19; ensuite, prendre une décision afin de repenser le nouvel environnement. Effectivement les années 2019, 2020 et début 2021 ont été particulièrement difficiles avec la parution de cette pandémie de la Covid-19 qui a totalement changé nos pratiques. À l'instar des autres entreprises dans notre secteur d'activités et bien au-delà, le Groupe NOAM SARL n'a pas été épargné des mesures restrictives édictées par les autorités afin de freiner au mieux la propagation du virus.

Nous avons su changer de paradigme et repenser notre stratégie pour nous adapter à la situation en diversifiant nos activités. C'est durant cette période que le groupe s'est agrandi, avec l'ouverture des filiales du Congo-Brazzaville, notamment à Pointe-Noire donc NOAM Congo SARL et la création des deux filiales

NOAM Real Estate et NOAM Logistic et Achats à Dubaï (Émirats arabes unis).

ENOROMI MAGAZINE

Vous proposez plusieurs services, les uns différents des autres quand ils ne sont pas complémentaires. Dites-nous plus en détail. Lesquels sont-ils ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

Comme évoqué plus haut, l'offre de service du Groupe NOAM SARL a évolué et est désormais diversifiée. Toutefois, nous faisons attention à l'adage qui dit je cite : « Qui trop embrasse mal étreint ». Le groupe est fier de fournir des solutions pertinentes aux plus grands noms de l'industrie gabonaise et du reste du monde et notre expertise couvre trois grands domaines clés dont :

- Le support aux industries de mines, pétrole, gaz et au vaste secteur de l'eau et de l'électricité ;
- L'ingénierie du développement du capital humain et Conseil ;
- L'immobilier et l'investissement.

Dans ces trois grandes lignes, il y a une déclinaison des missions dédiées à chacune des entités du groupe NOAM SARL et selon l'orientation politique de chaque pays où nous sommes en activité.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes actuellement présents dans d'autres pays que le Gabon. À quoi était dû ce choix, et celui-ci est-il conduisant à ce jour ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

Comme déjà évoqué, le Groupe NOAM SARL est actuellement présent dans sept pays, à savoir : Le Gabon (Libreville, Port-Gentil et Moanda), le Rwanda (Kigali), le Congo (Pointe-Noire), le Burkina Faso (Ouagadougou), le Burundi (Bujumbura), les Émirats arabes unis (Dubaï), le Maroc (Casablanca) et avec un relai en France.

Ce qui justifie notre choix, c'est l'identification des besoins dans un environnement donné et la stimulation née de la recherche de solutions à même de nous permettre d'apporter des solutions, de répondre aux dits besoins.



ENOROMI MAGAZINE

L'entrepreneuriat est chose peu aisée, particulièrement au Gabon. Quel est le secret du succès de NOAM SARL Group ? Comment êtes-vous parvenus à vous faire une place dans le monde des affaires ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

Trois piliers soutiennent le mieux le secret de notre position actuelle :

- La détermination : Croire en ses valeurs et foncer à 100% sans tricher ;
- La prise d'initiative : La décision est le maître mot. Être prêt à mourir pour ses idées ;
- Le sacrifice de soi : Ne pas compter les heures.

Étant inscrits dans un processus d'amélioration continue, nous sommes loin d'avoir atteint nos objectifs, mais nous y travaillons.

ENOROMI MAGAZINE

En définitive, quel conseil donneriez-vous à ceux qui débutent en affaires, mais également à ceux qui ont essayé et qui ont essuyé un échec ?

Aristide MAPAGA KOMBILA

J'aurais aisément dit à nouveau les trois piliers (sourire). Ce qui serait d'ailleurs justifié. D'autant plus qu'à mon sens, on exprime mieux le fruit de ses expériences personnelles. Rien n'est acquis d'avance. Ceux qui ont tout réussi du premier coup, on les compte sur le bout des doigts. Pour le reste, c'est la ténacité qui est leur mot d'ordre. Nelson Mandela pouvait dire que « l'on ne perd jamais. Soit on gagne, soit on apprend ». Il ne faut jamais avoir honte de reprendre son exercice, même 10 fois jusqu'à ce que tu y parviennes.

ENOROMI MAGAZINE

Il y a-t-il un sujet que vous souhaiteriez aborder en particulier avant de clore notre entretien ?

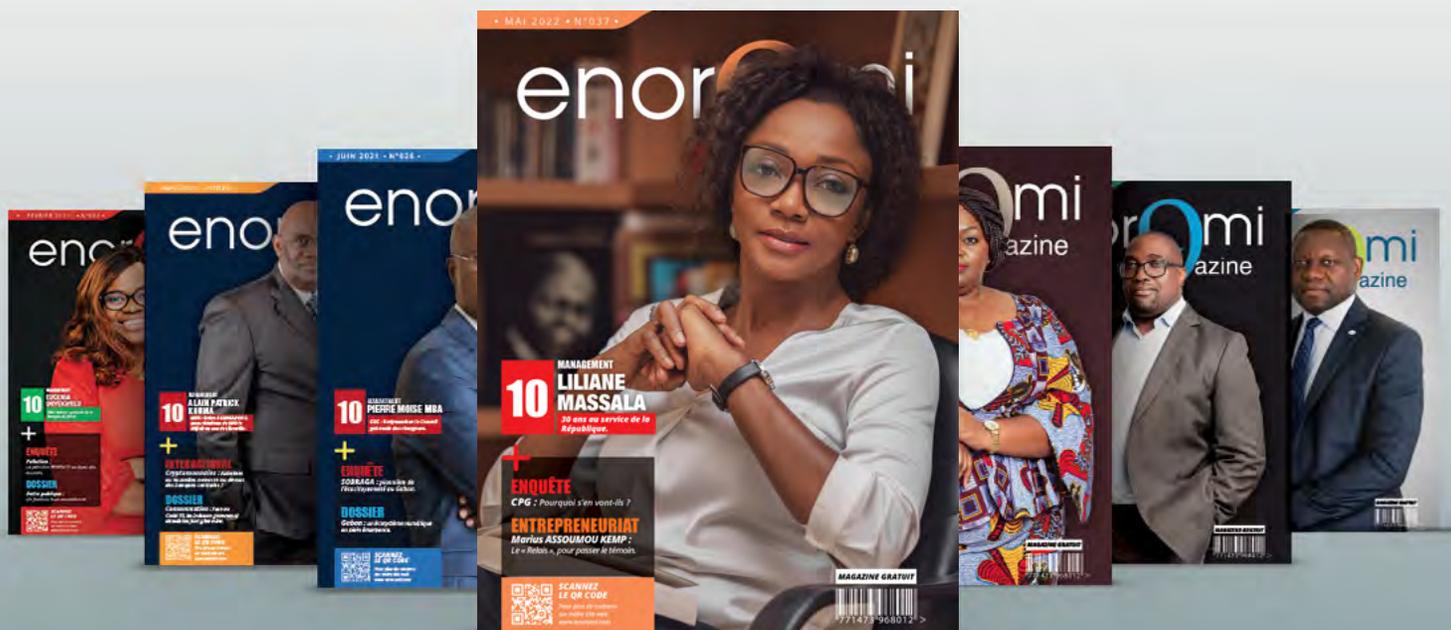
Aristide MAPAGA KOMBILA

Non, pas particulièrement. J'aimerais simplement vous adresser, au nom de toute l'équipe du Groupe NOAM SARL, mes sincères remerciements pour cette opportunité. Cela nous conforte dans notre détermination de tracer notre chemin, celui d'un Gabon qui ose au-delà de ses frontières. ●

*Propos recueillis par
Griffin ONDO*



enoromi magazine



www.enoromi.com

Suivez nous sur les réseaux sociaux
@Enoromi Magazine





► ENTREPRENEURIAT

Hugues Freddy YONDZI

Du salariat à l'entrepreneuriat

■ *S'il y a des jeunes qui ont eu le courage de sauter en plein vol du salariat pour se lancer dans l'entrepreneuriat sans parachute, Hugues Freddy YONDZI en fait partie. Pour ce compatriote, en matière d'entrepreneuriat, «infinies» sont les possibilités qui s'offrent à nous.*

ENOROMI MAGAZINE

Qui est Hugues Freddy YONDZI pour ceux de nos lecteurs qui ne le connaissent pas encore ?

Hugues Freddy YONDZI

Je suis Hugues Freddy YONDZI, né dans les plaines des plateaux batéké, diplômé en Comptabilité, Management des organisations et en Banque et Ingénierie financière. Je suis également ex-financier au bureau sous-régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique centrale.

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi avoir choisi de vous lancer dans cette belle aventure, mais si risquée qu'est l'entrepreneuriat ?

Hugues Freddy YONDZI

Je suis à l'origine un touche-à-tout. Lorsque j'étais employé, j'ai créé ma première entreprise qui faisait dans la vente des équipements et matériels informatiques, électroniques et dans l'assistance technique. Mais avec un poste qui me contraignait à me déplacer et à m'absenter pour 1, 2 voire 6 mois dans un autre pays, mon entreprise a pris un coup, hélas ! Un matin, je me suis dit en patriote que ma contribution dans l'édification de notre pays était dans l'entrepreneuriat et j'ai quitté mon poste pour lancer deux entreprises en même temps : YHUGUES DISTRIBUTION avec sa marque d'épicerie ANGASSI et INFINI.

ENOROMI MAGAZINE

Directeur et fondateur de «INFINI». Pouvez-vous présenter à nos lecteurs votre entreprise, vos services ?

Hugues Freddy YONDZI

«INFINI» se veut une entreprise qui accompagne les porteurs de projets tant dans la modélisation que dans la réalisation et le développement de ceux-ci. Nous faisons dans le développement d'idées de projet, le montage de projets, la création d'entreprises, le management d'entreprise, l'intelligence des affaires, la finance...

Pour une maîtrise de nos activités, «INFINI» se divise en trois business Unit autonome : INFINI BUSINESS, INFINI FINANCE et INFINI FORMATION

ENOROMI MAGAZINE

Selon vous, de quelle manière le marché évoluera-t-il dans les prochaines années, et comment vous projetez-vous par rapport à INFINI ?

Hugues Freddy YONDZI

Les politiques mises en place par les gouvernants drainent aujourd'hui l'implantation des grands groupes dans notre pays et cela veut dire des opportunités d'affaires pour nous PME. Ainsi, pour nous arrimer à l'évolution que le marché nous impose, nous devons revoir nos standards, être compétitifs. Le monde étant désormais tourné vers les nouvelles technologies, nous devons également les intégrer dans nos process et offrir de nouvelles expériences à nos clients.



ENOROMI MAGAZINE

Pour vous, l'entrepreneuriat ne s'arrête pas seulement dans le secteur professionnel, mais se poursuit également dans le milieu associatif avec «Osons entreprendre Gabon». Dites-nous un peu plus à ce sujet ?

Hugues Freddy YONDZI

Le proverbe africain qui dit : « Seul, on va plus vite ; ensemble, on va plus loin » résume les motivations de mon engagement dans le domaine associatif. «Osons entreprendre Gabon» est une façon pour moi de créer une intelligence collective, car nous les entrepreneurs au Gabon connaissons les mêmes difficultés. Pour l'histoire, «Osons entreprendre Gabon» naît de mon contact avec Okoumé Capital, dans le cadre d'une levée de fonds au profit de mon enseigne d'épicerie «ANGASSI». À cette époque, le Directeur général Edgard MFOUBA, m'avait proposé d'intégrer d'autres frères gabonais faisant la même activité et ayant besoin de financement également. Dans les bureaux d'INFINI avec ces frères et bientôt associés travaillant sur la modélisation du projet, je me suis dit : «Si nous, dans ce domaine, avons autant de problèmes à résoudre, les autres dans d'autres domaines doivent en connaître aussi.»

Alors, j'ai lancé le groupe WhatsApp des entrepreneurs pour le partage d'expérience, et les jours qui ont suivi, nous avons rédigé les statuts et l'association était créée avec pour objectif principal le développement de l'entrepreneuriat et l'employabilité dont la prise en main de notre économie est le leitmotiv.

ENOROMI MAGAZINE

En tant qu'entrepreneur, si vous possédiez une baguette magique, qu'est-ce que vous inventeriez ou changeriez ?

Hugues Freddy YONDZI

Une meilleure législation pour le financement des PME, intégrer tous les nouveaux moyens de financement comme partout en Occident. Je créerais un cadre qui donnerait la chance à toutes les PME locales d'accéder aux marchés publics. ●

*Propos recueillis par
Sveltana Adah MENDOME*



46^e
assemblée
générale
de la FANAF



Un conclave pour apporter un souffle nouveau à la profession

La 46e Assemblée générale de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) s'est tenue du 23 au 25 mai 2022 à Dakar au Sénégal. Durant trois jours, les 900 délégués venus du continent ont débattu sur les « Risques systémiques : assurance et résilience ». Cette première rencontre qui se tient après les impacts de la Covid-19 sur les activités de plusieurs opérateurs économiques a permis aux

experts de réfléchir ensemble et d'apporter des solutions viables aux problématiques liées au secteur de l'assurance à l'échelle panafricaine et internationale.

Après Libreville, Dakar, la capitale sénégalaise, a abrité la 46e Assemblée générale de la FANAF sous le thème « Risques systémiques : assurance et résilience ». Le ministre sénégalais des Finances et du Budget, Abdoulaye Daouda DIALLO a présidé la cérémonie d'ouverture le 23 mai 2022 en présence de plus de 900 délégués du continent.

Cette assemblée générale du FANAF a été une occasion propice pour contribuer au développement de l'industrie d'assurance, de ses acteurs et l'amélioration de la qualité de service attendu par les assureurs. « Cette rencontre représente une plateforme qui permet à tous les acteurs concernés par l'écosystème de la finance et de l'assurance d'échanger, de partager les expériences et de réfléchir sur des problématiques concernant l'industrie d'assurance en général et singulièrement l'assurance africaine », a déclaré César EKOMIE AFE-NE, président de la FANAF.

Pour le président du comité d'organi-

sation de cette 46e Assemblée générale de la FANAF, le choix du thème est lié à la crise sanitaire de la Covid-19. « Pourquoi le choix du thème ? Parce que nous sortons d'une épreuve très difficile qui est la Covid-19. Aujourd'hui, nous savons qu'il y a beaucoup de risques qui menacent les économies. Vous n'avez pas que des risques liés à la maladie. Vous avez des risques liés au climat, à la guerre », a-t-il expliqué.

Trois panels de discussion de haut niveau ont permis de développer cette thématique stratégique pour le secteur de l'assurance, mais également pour le développement du continent africain. Il s'agit des « Enjeux du digital à l'ère des risques systémiques » ; « Les nouveaux périmètres du Risk management, du conseil et de l'assurance face aux risques » et les « Enjeux de la réglementation et de la régulation face aux risques systémiques ».

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19, UN ÉLÉMENT CATALYSEUR DES RISQUES SYSTÉMIQUES

Depuis 2020, les assurés du monde et du continent africains en particulier, ont subi l'impact de la pandémie de la Covid-19. Cette pandémie qui constitue des risques systémiques ou encore des pertes d'exploitation hors dommages matériels est un phénomène dont les assureurs devraient également intervenir pour le bien des assurés. Ce sujet a été largement débattu dans le premier panel autour du thème : « Enjeux du digital face à l'ère des risques systémiques », présidé par Dr Andrew GWODOG, administrateur directeur général de la SCG Ré et président de la Fédération gabonaise de sociétés d'assurances (FEGASA).

Selon Dr Andrew GWODOG, la définition d'un risque systémique provient lorsqu'un risque à la possibilité d'entraîner des effets beaucoup plus importants sur plusieurs pays. L'exemple le plus proche est la pandémie de la Covid-19. « C'est un risque systémique, car pour des raisons liées effectivement aux conséquences de ses risques un certain nombre de marchés, un certain nombre d'opérateurs économiques ont vu leurs activités soit réduites, soit complètement arrêtées par les mesures

administratives. Question que les assureurs se sont posée : que faisons-nous lorsque les clients viennent nous dire que l'État, pour des raisons liées à la politique sanitaire, a dû fermer un certain nombre d'établissements et de commerces ? Moi j'ai perdu mon chiffre d'affaires, je me retourne vers qui ? Et les assureurs, nous n'étions pas prêts », a-t-il expliqué.



Les assureurs africains regroupés au sein de la FANAF n'ont pas encore imaginé l'opportunité de devoir indemniser les assurés face à ce qu'on appelle les conséquences d'une pandémie. C'est une perte d'exploitation qui est dite immatérielle. « Nous étions habitués à payer et à indemniser les pertes d'exploitations consécutives à des dommages matériels. Mais là malheureusement ce risque systémique nous met face à nos nouvelles responsabilités et nous devons pousser effectivement l'assurabilité de nos risques un peu plus loin », a fait savoir Dr Andrew GWODOG.

LA FANAF COMPTE S'APPUYER SUR L'ÉTAT, SON PARTENAIRE, POUR RÉSOUDRE LES RISQUES SYSTÉMIQUES

Au cours des discussions sur le panel 1, les experts de l'assurance et de la réassurance sont tombés d'accord pour assurer les risques immatériels de leurs assurés. « Nous avons effectivement constaté qu'il y avait la possibilité

d'assurer dorénavant ce type de risque contre tenu de leurs conséquences immatérielles. Les assurés africains, ceux de l'ensemble de nos marchés, peuvent dorénavant savoir que les assureurs africains nous y avons porté la réflexion qu'il faut. Mais pour y arriver, ça va nous demander un effort commun », a affirmé l'administrateur directeur général de la SCG-Ré.

Les membres de la FANAF ne comptent pas travailler tout seuls, mais ils vont s'appuyer sur un partenariat public-privé avec l'État pour se mettre à l'abri éventuellement de ce type de risque. « Nous allons y aller avec notre partenaire stratégique qui est l'État. Les États doivent encourager à la conception de ce type de contrat d'assurance parce qu'effectivement les conséquences financières sont nombreuses », a précisé Dr Andrew GWODOG.

La FANAF a été créée à Yamoussoukro, en République de Côte d'Ivoire, en 1976. En termes de chiffres, la Fédération revendique un chiffre d'affaires de 1 356 milliards de FCFA, avec un effectif d'employés estimé à plus de 6 947 agents. ●

Brice GOTOA

Enquête



CNSS Comment sortir de la crise ?

Les plaintes récurrentes des usagers, les révélations sur les rémunérations de certains responsables et la situation financière catastrophique de la structure ont contraint le Conseil des ministres à prononcer au début de ce mois de juin la dissolution des principaux organes de décision de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). À leur place, une administration provisoire a été érigée. Celle-ci bénéficie de 12 mois fermes pour soigner ce grand corps malade. La tâche n'est pas aisée, mais il faut pourtant s'y résoudre pour éviter le pire. Comment en est-on arrivé là ?

ANNONCE DE « DÉCISIONS FORTES »

Créée en novembre 1975 sur les cendres de la Caisse gabonaise de prévoyance sociale (CGPS), près de 47 ans après, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) semble être arrivée au bout de ses capacités. En dépit des efforts consentis par l'État pour sa survie, la structure n'a plus ou que très peu de vision pour l'avenir. Ces 15 dernières années ont été émaillées de scandales divers et les différents managers placés à sa tête pointée du doigt pour leur gestion jugée peu orthodoxe sans que l'un d'eux ait véritablement eu jusque-là à répondre officiellement des accusations portées à son encontre. Pourtant, le point de non-retour semble avoir été franchi en ce début du mois de juin 2022 à la suite d'une nouvelle colère exprimée par les retraités lassés des retards à répétition dans le cadre du paiement de leurs pensions.

Comme il fallait s'y attendre, informé du malaise des aînés dont les sit-in étaient devenus les seuls moyens pour espérer rentrer dans leurs

droits aux dates indiquées, Ali BONGO ONDIMBA avait convoqué, le 27 mai 2022, une réunion urgente au palais du bord de mer à laquelle ont pris part les ministres de la Santé, du Budget et les directeurs généraux de la CNSS et de la Caisse nationale d'assurance-maladie et de garantie sociale (CNAMGS). Au terme de cette séance de travail aux allures de demande d'explications à laquelle a également assisté le patron du Trésor public, le président de la République avait annoncé des mesures fortes censées remettre la structure sur les bons rails, conformément aux attentes des populations, particulièrement celles de ses usagers qui n'en peuvent plus des maltraitances infligées depuis de longues années.

« Je veux plus d'efficacité et d'efficience dans l'intérêt des Gabonais. Pas plus que dans d'autres domaines, je ne tolérerai plus longtemps dans celui-ci la persistance de dysfonctionnements », avait alors exigé le Président dans un post sur Facebook après cette réunion au cours de laquelle il n'avait pas manqué de rappeler que « la sécurité sociale et l'assurance-maladie sont des piliers de notre République ».

12 MOIS POUR RÉPARER LA CAISSE

En décidant de suspendre les fonctions des membres de la direction générale et celles des membres du conseil d'administration, les autorités ont fait le choix de l'avenir, au risque de laisser la gabegie s'étant profondément installée au sein de cette institution. Un homme, ancien de la Caisse des dépôts et consignation (CDC), Christophe EYI, a été choisi par le chef de l'État pour redonner de l'espoir aux usagers. Sa mission ne sera pas aisée. Loin de là !

Pourtant, le pays entier compte sur lui pour remettre daplomb la CNSS et lui donner un souffle nouveau. L'administrateur provisoire est chargé, selon les clauses du contrat, d'assurer l'administration, la gestion et la réforme de la structure sur une période d'une année ferme. Mis en place pour permettre une meilleure visibilité de son action au cours des 12 prochains mois, le Comité de surveillance et de contrôle institué au même moment travaillera comme un « organe d'appui à l'exercice du pouvoir de contrôle de l'État sur les actes de gestion des organismes de protection sociale ». Gageons que tout reviendra à la normale dès juin 2023.

FOUST LA DIRECTION GÉNÉRALE ET LE CONSEIL D'ADMINISTRATION !

C'est donc sans grande surprise que le 7 juin 2022, le Conseil des ministres a décidé de mettre de l'ordre une bonne fois pour toutes pour permettre à la structure de remplir efficacement ses missions. Présentés par le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Dr Guy Patrick OBIANG NDONG, trois projets de décret ont été adoptés ce jour-là, le

premier portant dissolution du Conseil d'administration et cessation des fonctions des membres de la direction générale de la CNSS, le deuxième instituant une administration provisoire de la Caisse et le troisième instituant un Comité de surveillance et de contrôle des organismes de protection sociale.

À travers ces différentes mesures, les plus hautes autorités du pays tentent d'empêcher que le pire ne survienne : la fermeture définitive de la Caisse dont le gouvernement ne cache plus qu'elle est « en cessation de paiements ».

Aussi, dans son communiqué du Conseil des ministres explique-t-il que « [ces] trois projets de textes, qui s'inscrivent dans le cadre de la réforme de la mission gouvernementale de protection sociale et de la préservation du bien-être des populations en général et des assurés sociaux en particulier, résultent de la récurrence des profonds dysfonctionnements dans l'accomplissement de la mission de service public exécutée par le conseil d'administration et la direction générale de la CNSS ». ●

Dossier

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

La stratégie portuaire du Gabon pour réduire les coûts.

En dépit de la crise économique qui continue de sévir, le Gabon a décidé de maintenir la subvention à un certain nombre de prix des produits de première nécessité pour lutter contre la vie chère, alors que le conflit russo-ukrainien, principale raison de l'inflation actuelle, fait rage en Europe. L'une des stratégies adoptées par les autorités pour soutenir les ménages a été de prendre des mesures visant notamment à réduire le coût de passage portuaire des marchandises conteneurisées à l'importation. Les résultats sont plutôt satisfaisants à ce jour, même si l'État déplore 340 milliards de FCFA de pertes sur ses recettes depuis 2012.



Les prix à nouveau à la hausse

Au Gabon, les ménages se plaignent à nouveau d'une hausse des prix des produits de première nécessité. Selon le gouvernement, cette situation est consécutive à deux faits majeurs : la pandémie de coronavirus dont les effets néfastes continuent de se faire ressentir et le conflit opposant la Russie à l'Ukraine depuis le 24 février 2022. Fortement dépendant de l'extérieur en matière d'approvisionnement en produits de première nécessité, le Gabon, en dépit de la crise économique qui sévit, n'a pourtant pas suspendu les mesures prises dès 2015 pour alléger l'impact de ces différentes situations sur le portefeuille des ménages. Bien au contraire !

Élaborée et mise en œuvre par le ministère de l'Économie en 2012, la mercuriale des prix des produits de première nécessité est toujours d'actualité. Celle-

ci émane notamment de l'exonération des droits et taxes à l'importation consentie par l'État. Une mesure ayant d'ailleurs entraîné une perte de 340 milliards de francs CFA des recettes de l'État au cours des 10 dernières années. Soit une moyenne annuelle de 33 milliards de francs CFA, selon l'exposé de la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU, devant les députés le 31 mai 2022.

Mais la subvention des prix de première nécessité, à l'instar du blé, n'est pas la seule mesure prise par le gouvernement pour lutter contre la vie chère. Le secteur du transport de fret fait partie de ceux sur lesquels l'État s'est concentré pour préserver le panier de la ménagère. Plusieurs mesures spécifiques ont été prises, particulièrement sur le coût de passage portuaire des marchandises conteneurisées à l'importation au Gabon. ●

Les principales mesures gouvernementales liées au transport de fret

Ces 7 dernières années, le gouvernement n'a pas cessé de prendre des mesures visant à contrer l'impact non négligeable sur la vie des Gabonais des crises externes. Le 2 juin 2016 déjà, les plus hautes autorités du pays avaient lancé une série de mesures dans le domaine du transport de fret. Il s'agissait de :

- La baisse de la Redevance d'utilisation du Système informatique (RUSID) de 3% à 1,5% ;
- La suppression des Autorisations de mise à consommation (AMC), et de Mise sur le marché

(AMM) (25 000 FCFA/conteneur) et des frais d'inspection (5 FCFA/kg) de la Direction générale de la Consommation et de la Concurrence (DGCC) ;

- La baisse de 4% de la Commission des droits de trafics sectoriels (CDTS) pour le Conseil gabonais des chargeurs (CGC) (1692 FCFA/m³ à 13 775 FCFA/20' et 26 238 FCFA/40') ;
- La suppression des frais relatifs à l'Attestation sanitaire de mise sur le marché (ASMM) de l'Agence gabonaise de la sécurité alimentaire (AGASA) ;
- La baisse de 50 % de frais relatifs au Certificat sanitaire vétérinaire à l'importation (CSVI) ;
- La baisse des tarifs portuaires des opérateurs privés. ●



Pour quelles incidences ?

Sept ans après l'adoption de ces différentes mesures censées empêcher une flambée des prix à la destination finale des consommateurs, quel est leur réel impact ? Ont-elles porté les résultats attendus ? À quel niveau se situent les pertes de l'État au profil des ménages ?

Pour répondre à ces questions, le Conseil gabonais des chargeurs (CGC) a mené en 2021 une analyse sur le coût de passage portuaire des marchandises conteneurisées à l'importation basée sur le bordereau d'identification électronique et de traçabilité des cargaisons (BIETC). Cette étude, qui s'est appuyée sur les données statistiques des conteneurs débarqués durant les cinq premiers mois de l'année 2021 (de janvier à mai), a été rendue publique en juillet 2021. Il en ressort que l'application rigoureuse des textes réglementaires sur la vie chère, issus des résolutions du Conseil des ministres du 02 juin 2016, a considérablement réduit le coût de passage portuaire, s'agissant aussi bien pour les frais administratifs des conteneurs que pour les frais de prise en charge des conteneurs par les prestataires privés. ●



Récapitulatif de l'incidence des mesures gouvernementales sur les frais administratifs des conteneurs (Valeurs en francs CFA)

TYPES DE CONTENEURS	CHARGES ADMINISTRATIVES_AV	CHARGES ADMINISTRATIVES_AP	INCIDENCE %
20'F	4 635 476	2 913 580	-37%
20'S	5 787 257	4 636 159	-20%
40'F	6 714 094	3 357 557	-50%
40'S	7 945 109	6 885 934	-13%

Les allègements des frais administratifs sur les conteneurs varient entre -20% et -37% pour les conteneurs 20'S et 20'F, entre -13% et -50% pour les conteneurs 40'S et 40'F.

Les mesures gouvernementales sur la vie chère permettent une réduction moyenne de 30% des frais administratifs, relatifs au passage portuaire des conteneurs.

Récapitulatif de l'incidence des mesures gouvernementales sur les frais de prise en charge des conteneurs par les prestataires privés (Valeurs en francs CFA)

TYPES DE CONTENEURS	COÛTS DES PRESTATIONS HT_AV	COÛTS DES PRESTATIONS HT_AP	INCIDENCE %
20'F	979 083	745 681	-24%
20'S	696 266	499 824	-28%
40'F	1 213 786	1 059 628	-13%
40'S	946 983	747 986	-21%

Les allègements des coûts de prise en charge des conteneurs qui cumulent l'Acconage, le Camionnage et les honoraires des transitaires, varient entre -24% et -28% pour les conteneurs 20'F et 20'S, entre -13% et -21% pour les conteneurs 40'F et 40'S.

On note que les mesures gouvernementales sur la vie chère permettent de réduire de 21%, les coûts des prestations qui obèrent les frais de passage portuaire des conteneurs.

Récapitulatif de l'incidence des mesures gouvernementales sur les coûts de revient TTC du passage portuaire des conteneurs (Valeurs en francs CFA)

TYPES DE CONTENEURS	COÛTS DU PASSAGE PORTUAIRE TTC_AV	COÛTS DU PASSAGE PORTUAIRE TTC_AP	INCIDENCE %
20'F	5 614 559	3 659 261	-35%
20'S	6 483 523	5 135 983	-21%
40'F	7 927 880	4 417 185	-44%
40'S	8 892 092	7 633 920	-14%

Les allègements des coûts de passage portuaire des conteneurs qui cumulent les frais administratifs, l'acconage, le camionnage et les honoraires des transitaires, varient entre -21% et -35% pour les conteneurs 20'S et 20'F, entre -14% et -44% pour les conteneurs 40'S et 40'F.

On note que les mesures gouvernementales sur la vie chère permettent de réduire de 29% les coûts de passage portuaire TTC des conteneurs.



L'Education Nationale a bénéficiée de :

- 101 milliards de Francs CFA d'investissement,



- 500 nouvelles salles de classe pour un objectif de 50 élèves par classe,
- 23.000 places en plus.



- 10 établissements scolaires construits et réhabilités,



Le secteur de l'éducation au Gabon

est un catalyseur de développement et une priorité pour les plus Hautes autorités de la République.

Grâce aux réalisations du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) et dans le cadre du programme PISE,



Ministère de l'Education nationale,
chargé de la Formation civique



Les principales mesures gouvernementales liées aux produits de première nécessité

En plus de celles liées au domaine du transport de fret proprement dit, les mesures gouvernementales annoncées lors du Conseil des ministres du 02 juin 20216 portaient également, et spécifiquement, sur les produits de première nécessité. Les autorités avaient donc décidé de l'exonération des droits et taxes de douanes sur ces denrées, selon la liste ci-dessous répartie en 3 catégories.

Groupe des produits étudiés		
CATÉGORIES	LISTE DES PRODUITS	
CATÉGORIE 1	Corned-beef Farine, sucre et riz en sac Produits vivriers non frigorifiques Aliments pour bétail Sel alimentaire en sac Oignons	
CATÉGORIE 2	Huile alimentaire Beurre en boîte, margarine Savon commun Conserves de légumes Concentré de tomates	
CATÉGORIE 3	Concentrées uranifères Arachides en conventionnel Marchandises frigorifiques Marchandises dangereuses Produits chimiques dangereux	Traverses de chemin de fer à l'import Autres boissons alcoolisées Autres conserves alimentaires et plats cuisinés Marchandises non reprises dans les catégories précédentes

L'incidence sur les coûts de passage portuaire TTC des conteneurs

Catégorie 1 & 2

En vigueur depuis 10 ans, le barème d'acconage entraîne d'importantes pertes pour l'État gabonais, notamment en ce qui concerne les charges liées aux Droits de douane qui sont passées de 3 584 000 FCFA à 0 FCFA. De même pour les charges liées à la TVA à l'importation (de 2 096 000 FCFA à 0 FCFA) et celles liées à la RUSID (de 422 000 FCFA à 0 FCFA) pour les conteneurs 20'S.

Pour les conteneurs 40'S, les charges liées aux Droits de douane sont passées de 2 670 000 FCFA à 0 FCFA ; les charges liées à la TVA à l'importation de 1 983 000 FCFA à 0 FCFA et celles liées à la RUSID de 486 000 FCFA à 0 FCFA.

Catégorie 9

Les charges liées aux Droits de douanes, pour les conteneurs 20'F passent de 2 705 000 FCFA en moyenne à 0 FCFA ; celles liées à la TVA à l'importation de 2 434 000 FCFA en moyenne à 0 FCFA, et les charges liées à la RUSID passent de 406 000 FCFA en moyenne à 0 FCFA. Pour les conteneurs 40'F, les charges liées aux Droits de douane passent de

2 100 000 FCFA en moyenne à 0 FCFA; celles liées à la TVA à l'importation passent de 1 359 000 FCFA en moyenne à 0 FCFA et les charges liées à la RUSID passent de 558 000 FCFA en moyenne à 0 FCFA. ●



Comme principale recommandation à la suite de son analyse, le CGC a estimé en 2021 qu'il était primordial d'œuvrer en faveur d'un meilleur contrôle des marges commerciales pratiquée sur le marché de consommation finale. D'autant que celui-ci semble absorber les réductions de coûts concédées sur le passage portuaire, au point d'annihiler les efforts consentis par le gouvernement dans sa lutte contre la vie chère. D'où le constat d'une nouvelle inflation décriée par les populations en 2022. « Nous pouvons constater une baisse générale significative de 29% des frais de passage portuaire, sans pour autant en ressentir les effets sur le panier de la ménagère », lit-on dans la conclusion de travaux.

Récapitulatif de l'incidence des mesures gouvernementales sur les coûts de revient TTC du passage portuaire des conteneurs (Valeurs en francs CFA)

TYPES DE CONTENEURS	COÛTS DU PASSAGE PORTUAIRE TTC_AV	COÛTS DU PASSAGE PORTUAIRE TTC_AP	INCIDENCE %
20'F	7 169 900	1 258 590	-82%
40'F	6 233 967	1 805 420	-71%

Les allègements des coûts de passage portuaire des conteneurs des produits de catégorie 9 qui cumulent les frais administratifs, l'Acconage, le Camionnage et les honoraires des transitaires, varient entre -71% et -82% pour les conteneurs 40'F et 20'F, respectivement.

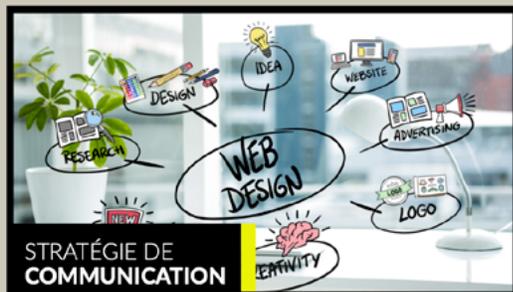
Il faut souligner que les mesures gouvernementales sur la vie chère permettent de réduire de 77% , en moyenne, les coûts de passage portuaire TTC des conteneurs des produits de catégorie 9.

SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



STRATÉGIE DE
COMMUNICATION



ÉDITION



GRAPHIC
DESIGN



SPOT
PUBLICITAIRE



RELATIONS
MEDIA/PRESSE

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Mise en oeuvre
Elaboration des axes de
communication
Choix des canaux de
planification des actions
de communication

ÉDITION

Journaux d entreprises
Magazines
Rapports annuels

SPOT PUBLICITAIRE

Spot TV et Radio
Spot d'Affiche
Video

GRAPHIC DESIGN

Charte graphique
Identité visuelle
Marketing et Publicité

RELATIONS MEDIA/PRESSE

Plan media
Dossier de conference de presse
Communication digitale

Mais ... ENCORE!



LUDMILLA MBADINGA

Comme un Hair Afro.

Ingénieure électromécanique, Ludmilla MBADINGA AGNOROGOULET DONG est un des jeunes entrepreneurs africains qui ont très tôt décelé la rentabilité du retour du cheveu naturel sur le continent et particulièrement dans leurs pays. Aujourd'hui, elle a su se faire une place dans le domaine du cosmétique et de la coiffure au Gabon, et L'HAIR AFRO, son concept lancé en 2016, s'impose désormais comme une référence, d'autant plus que l'entreprise a su se diversifier en six ans d'existence seulement, avec une seule ambition : libérer la femme africaine, noire et aux cheveux crépus du conformisme capillaire.

ENOROMI MAGAZINE

Pouvez-vous nous parler de votre parcours ?

Ludmilla MBADINGA

Je suis ingénieure électromécanique depuis 2011, cadre dans une structure de la place et entrepreneure depuis 2016. Je suis fondatrice de l'entreprise de beauté naturelle L'Hair Afro.

ENOROMI MAGAZINE

Pourquoi « L'Hair Afro » ?

Ludmilla MBADINGA

« L'Hair Afro » est un jeu de mots dont la prononciation renvoie plutôt à « L'ère afro », car nous sommes dans une époque marquée par un fort retour au naturel de la femme africaine qui souhaite revaloriser son identité culturelle. « Hair » (anglais) pour « cheveu » en français est juste un rappel de notre secteur d'activité principalement axé sur la coiffure afro.

ENOROMI MAGAZINE

La femme gabonaise est de plus en plus sophistiquée avec une préférence pour les extensions, les greffes et perruques de cheveux humains. Qu'est-ce qui vous a motivé à vous lancer sur le marché de l'afro ?

Ludmilla MBADINGA

La première raison pour laquelle j'ai ouvert un salon de coiffure spécialisé dans le traitement et l'entretien du cheveu naturel était pour que mes cheveux soient entretenus par des professionnels de ce domaine que respectent les textures dites « afros ». Car un mois avant, j'avais fait mon retour au naturel à Accra, au Ghana, matérialisé par une coupe complète de mes cheveux appelée « Big Chop ». Il faut dire qu'en 2016, il n'y avait pas d'espaces dédiés aux cheveux naturels à Libreville et il était très difficile d'être prise en charge par les salons de coiffure existants qui, lorsque certains acceptaient de vous recevoir avec vos cheveux crépus, ne manquaient pas de commentaires et remarques durant toute la prestation.

Donc très vite, je me suis rendu compte que je n'étais pas la seule dans cette situation, alors j'ai commencé à vulgariser mon activité sur les réseaux sociaux où j'ai pu voir la manifestation de plusieurs femmes aux cheveux naturels dans la même situation et qui étaient à chaque fois ravies de découvrir l'existence d'une telle structure ici au Gabon.

ENOROMI MAGAZINE

À l'heure de la tendance « Nappy », pouvez-vous nous donner quelques raisons qui poussent votre clientèle au retour au naturel ?

Ludmilla MBADINGA

Les femmes gabonaises, du fait de l'utilisation abusive du défrisage, du stress, du port de coiffures trop serrées par l'avant et bien d'autres, souffrent beaucoup d'alopécie. Et

lorsqu'elles arrivent au salon pour traiter principalement leur problème de chute de cheveux par des soins naturels et coiffures protectrices, elles décident par la suite d'adopter le port du cheveu naturel qui in fine leur permet de porter toutes sortes de coiffures et extensions tout en gardant un cuir cheveu sain et fortifié. Certaines optent pour la transition qui est un passage progressif du cheveu défrisé au naturel tandis que d'autre pour le Big Chop.

ENOROMI MAGAZINE

Quelle est, selon vous, la tendance 2022 en matière de coupe afro ?

Ludmilla MBADINGA

En ce moment, ce sont les rastas sans nœuds (appelés knotless braids) qui sont très tendances, car très légères et ne causant aucune traction. Elles sont souvent tressées mixées avec des nattes faites avec beaucoup de créativité pour donner plusieurs formes (cœur, losange, papillon...).

ENOROMI MAGAZINE

Quelle est l'offre de soin qui définirait le mieux votre salon ?

Ludmilla MBADINGA

Incontestablement la formule «Émeraude»! Il s'agit d'un soin complet et une coiffure protectrice plutôt accessible en termes de prix. Ce soin complet se compose d'un bain d'huile fait avec un mélange de nos huiles végétales et d'un masque avec nos ingrédients maison tels que miel, l'œuf, l'avocat, le yaourt nature...

ENOROMI MAGAZINE

Vos marques cosmétiques préférées ?

Ludmilla MBADINGA

Aujourd'hui, je suis très à l'écoute de mes cheveux ; ce qui fait que je n'ai plus de marque préférée. Temps que je trouve les produits naturels qui conviennent à mes cheveux, je les achète et je fais mes recettes en fonction de l'état de mon cheveu. En ce moment, je suis plutôt huile de jojoba, huile de neem et huile de carotte.

ENOROMI MAGAZINE

« Sup'Hair Afro ». Dites-nous-en un peu plus ?

Ludmilla MBADINGA

Alors, « Sup'Hair Afro », c'est la solution à mon problème de pellicules ! C'est une gamme super efficace contre les pellicules que j'ai conçue avec l'aide d'une amie chimiste et cosmétologue nigériane. Mais aujourd'hui, avec la crise sanitaire, j'ai beaucoup de mal à réapprovisionner mes stocks et donc j'ai d'abord mis une pause sur ce projet, le temps de trouver des solutions définitives en ce qui concerne le transport.

ENOROMI MAGAZINE

L'idée qu'une femme se fait de la beauté et

de l'acceptation de soi commence, selon vous, dès son plus jeune âge. D'où la création d'une poupée originale baptisée « Saphir ». Parlez-nous de cette invention.

Ludmilla MBADINGA

Créée en 2018, Saphir est la première poupée enfant à l'image de la petite fille gabonaise que j'ai conçue pour être la meilleure amie de nos filles. En voyant Saphir qui est belle, forte et intelligente, nos filles pourront facilement s'identifier à elle. De ce fait, elles grandiront avec cette image positive d'elles et ne se laisseront pas influencer par des dictats de beauté qui les éloigne de la leur. Bien au contraire !

ENOROMI MAGAZINE

Selon des experts du marketing, pour survivre certains salons seront obligés de développer d'autres services, dont la plupart ne seront pas forcément en rapport avec le monde de la coiffure. Avez-vous une idée de ces futurs services ?

Ludmilla MBADINGA

Oui, je confirme ! Ce n'est pas faux. En tant que professionnelle de la beauté afro, la montée de la concurrence dans le secteur de la coiffure nous a déjà emmenés à penser à nous réinventer. C'est pourquoi j'y travaille pour le compte de L'Hair Afro depuis plusieurs mois. Les fruits de ce travail seront visibles très bientôt.

ENOROMI MAGAZINE

Quelle est votre source d'inspiration dans le cadre des projets de L'Hair Afro ?

Ludmilla MBADINGA

Ma principale source d'inspiration, ce sont mes filles (Saphir et Cristal). Je souhaite faire d'elles des femmes qui ont confiance en elles et sont fières de leur héritage culturel.

ENOROMI MAGAZINE

Quel est le meilleur conseil que l'on vous ait donné en matière de soin du cheveu afro ?

Ludmilla MBADINGA

Le bain d'huile régulier est le secret pour des cheveux afros en bonne santé.

ENOROMI MAGAZINE

Quelle est la philosophie de L'Hair Afro ?

Ludmilla MBADINGA

La philosophie de L'Hair Afro est la valorisation de la beauté africaine sous toutes ses formes. Après plusieurs activités pour la sensibilisation de la femme sur le retour au naturel, nous-nous sommes donné pour mission, à partir de 2022, d'encourager la jeune fille de 3 à 12 ans à s'aimer telle qu'elle est, grâce à l'aide des mamans et de la poupée Saphir. ●

Propos recueillis par
Sveltana Adah MENDOME

► SPORT

AUBAMEYANG

Fin d'aventure en sélection

I Alors que sa décision était attendue après son exclusion de l'Équipe Nationale du Gabon pendant la Coupe d'Afrique des Nations Cameroun 2021, l'attaquant gabonais du FC Barcelone Pierre-Emerick AUBAMEYANG a annoncé qu'il mettait un terme à sa carrière internationale qu'il avait commencée en 2009. Meilleur buteur de la sélection avec 30 buts et capitaine depuis la CAN 2017, il avait atteint les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations en 2012.

Dans un courrier adressé à la Fédération gabonaise de football (Fegafoot), et ce à la veille des éliminatoires pour la CAN 2023 en Côte-d'Ivoire, l'ex-capitaine des Gunners d'Arsenal (Angleterre) n'est pas allé avec le dos de la cuillère : « Après 13 ans de fierté à représenter mon pays, je vous annonce que je mets un terme à ma carrière internationale. Je tiens à remercier le peuple gabonais et tous ceux qui m'ont soutenu dans les bons comme les mauvais moments. »

Fier de son parcours et de sa carrière avec les panthères du Gabon, en 73 rencontres, Aubameyang aura inscrit 30 buts pour devenir le meilleur buteur de l'histoire de sa sélection. Celui qu'on surnomme PEA du fait de ses initiales, a atteint les quarts de finale de la CAN en 2012 au Gabon et en Guinée équatoriale. Il n'a jamais réussi à qualifier son pays pour la phase finale de la coupe du monde. En janvier dernier, il n'a pas disputé le moindre match lors de la CAN au Cameroun après avoir été testé positif au Covid-19.

« Je garderai beaucoup de bons souvenirs, comme le jour où j'ai fait mes débuts à Omnisports, ou le jour où je suis revenu du Nigeria avec le Ballon d'Or africain. Et le partager avec tout le monde a été un moment inoubliable. Je remercie notre président, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA qui a toujours soutenu les Panthères et a toujours œuvré pour que le football évolue dans notre pays. Je tiens également à remercier tous

mes entraîneurs, staff et joueurs que j'ai croisés durant cette course. Enfin, je remercie mon père qui m'a donné envie de faire comme lui, en espérant l'avoir rendu fier en portant nos couleurs », indique l'ancien joueur de Saint-Étienne de 32 ans.

Aujourd'hui sociétaire d'un des meilleurs clubs au monde, le FC Barcelone, il a été recruté début février 2022, laissé libre par Arsenal où il était en disgrâce, le club anglais ayant accepté de résilier son contrat « par consentement mutuel » pour économiser son mirobolant salaire, estimé alors à 18 millions d'euros par an. L'attaquant a inscrit 13 buts en trois mois pour le club catalan depuis son arrivée.

La Fegafoot, qui salue « l'immense carrière et la régularité au haut niveau de celui qui a su vendre, grâce à son professionnalisme, l'image du Gabon dans le monde », sait que sans sa star, les choses ne seront plus pareilles. La reconstruction devra être en marche le plus rapidement et les nouvelles figures de l'équipe (Denis BOUANGA, Aaron BOUPENDZA, Jim ALLEVINAH, Louis AUTCHANGA...) devront se mettre à la tâche pour remplacer la star gabonaise et qualifier le pays pour les échéances futures. ●

Mike DOUSSENGUI



PASSION AUTO241

L'AUTOMOBILE VUE DU GABON

Vivez l'automobile au Gabon

Oubliez les magazines de Mbeng,
fini les analyses où on vous raconte des
choses qui ne vous concernent pas!

ICI
ON VOUS PARLE
LOCAL



CONTACTEZ NOUS!

☎ 074 819 283 •

@PassionAuto241





► CULTURE

FÊTE DE LA MUSIQUE

Les Librevillois ont eu droit à 10 jours de célébration.

La Fête de la musique, un évènement planétaire, qui en 2022 célébrait son 40e anniversaire, a permis aux populations librevillois de renouer officiellement avec les arts de la scène. La journée mondiale de la musique est commémorée tous les 21 juin depuis 1982, marquant le solstice d'été. L'édition 2022 au Gabon s'est tenue grâce à la volonté du président de la République.

Après plusieurs années d'absence sur l'agenda culturel du Gabon, la Fête de la musique a fait son grand retour. Un retour marquant vu que le gouvernement a décidé de l'étendre sur dix jours du 21 au 30 juin 2022. Ainsi, sous le thème de : « Instruments traditionnels et musique moderne au Gabon », le public et les acteurs culturels ont été conviés à lire les différents cycles de l'évolution des musiques gabonaises.

La crise sanitaire a fortement impacté le secteur des arts du spectacle au Gabon. Les artistes, notamment les chanteurs, ont été privés de la communion avec le public. C'est ce qui a d'ailleurs valu

à cette célébration d'enregistrer un fort taux de participation aussi bien des artistes que la part des populations. Durant dix jours, l'esplanade de la cité de l'Information, Georges Rawiri, siège de Gabon Première et Radio Gabon, le rond-point de Nzeng – Ayong, l'esplanade de la Gare d'Owendo et le Musée National des Arts et Traditions ont servi de tribune pour les différentes manifestations officielles. Les radios et chaînes de télévision partenaires ont ouvert leurs antennes pour discuter de la thématiques.

« Les artistes en avaient besoin. La culture avait besoin de revivre et franchement, nous sommes heureux d'avoir organisé cette fête. Nous ne regrettons pas de l'avoir étalé sur dix jours » a déclaré le ministre délégué à la Culture, Max Samuel OBOUMADJO à la clôture de la Fête de la musique sur Gabon Première.

Les artistes à travers le Phénoménal NDONG MBOULA, Alexis ABESSOLO, Arnaud DJOUD, Garçin LAGAÇANT et bien d'autres ont exprimé leur joie de retrouver la scène. « Nous sommes restés pendant longtemps. Deux ans de coma en fait, un long coma. Aujourd'hui, on renoue avec la scène, ça nous fait énormément plaisir » a indiqué Alexis ABESSOLO. L'édition post Covid-19 de la Fête de la musique a donné l'opportunité à toutes les formes musicales de s'exprimer sur les différents podiums dédiés. ●

Gloire Z.N.



“ Nous nous engageons

à apprendre aux filles
que l'éducation est la voie
la plus sûre pour leur autonomie.”



► DÉCOUVERTE

La chute de Lessimi

**Le spot enchanteur
d'Oss-Kama.**



Le Haut-Ogooué jouit d'une mosaïque naturelle qui, indéniablement, en fait un territoire exceptionnel pour l'offre touristique. Entre les canyons de Lékonî, les chutes et le Pont en liane de Poubara, le Parc de la Lekedi, les Plateaux Bétéké, le Pont en liane de Kabanga, le potentiel de cette province n'est pas négligeable. Pour cette énième chronique, nous allons à la découverte de la chute de Lessimi.

Au moment où le tourisme domestique est promu à travers le monde en raison notamment de la pandémie du coronavirus qui a durement affecté le secteur, au Gabon, de nombreux sites d'exception ne demandent qu'à être visités. Parmi eux, la chute de Lessimi dans le département de Lékonî-Lékori. Situé entre les villages Oss-Kama et Onguia à 30 km de la ville d'Akiéni et nichée au cœur d'un massif forestier luxuriant, la chute de Lessimi n'imprime qu'une image paradisiaque chez tous ceux à qui elle s'est donnée à voir.

À 25 minutes de la route principale, le trajet qui mène au site permet aux visiteurs d'effectuer une randonnée de

près d'une vingtaine de kilomètres. À l'arrivée, la magnifique cascade sur la rivière Lessimi offre un spectacle qui reste gravé en mémoire. La plage, qui a connu des transformations millénaires grâce à l'action de l'eau et dernièrement avec les aménagements engagés par les fils et filles originaires de la localité, favorise des activités récréatives.

La chute de Lessimi, qui devrait être inscrite sur les différents circuits des tours opérateurs, est présenté par les locaux comme un « site sacré ». Dans le système de représentation des peuples Téké, il s'agit en effet d'un site chargé de spiritualité. Un potentiel immatériel dont les Autochtones sont bien conscients, au point que ceux-ci se sont organisés pour en faire un lieu de villégiature, mais dans le respect de leurs us et coutumes. Ainsi, pour avoir accès au site, il importe d'être accompagné d'un guide local. D'autant plus que la randonnée pédestre de près de 2 kilomètres qui conduit à la cascade requière non seulement un effort physique particulier, mais surtout un moment de recueillement. La solennité impose en effet l'invocation des an-

cêtres à travers l'exécution d'un rituel fait de la traditionnelle cérémonie des offrandes (pièces de monnaie à jeter dans un ruisseau) et d'incantations que seuls les Autochtones sont habilités à effectuer.

La communauté rurale d'Oss-Kama-Onguia s'organise à offrir aux visiteurs un séjour des plus mémorables. Une troupe traditionnelle de danse et chant assure l'animation pendant la visite. Il y est aussi proposé des objets d'art et des tissus de raphia. Ce plus rentre dans le cadre de la promotion du folklore de la région et la créativité des populations environnantes. La chute de Lessimi permet ainsi aux autochtones de capter la valeur ajoutée en dividendes issue de ce tourisme local. ●

Haïlée M.D

ZOOM SUR ...



Vacances et consommation des drogues chez les jeunes

La grande saison sèche marque la période de vacances scolaires. Ce moment de villégiature est très souvent l'occasion toute rêvée pour certains jeunes d'expérimenter des comportements plus à risque. Parmi les tentations, la consommation des substances psychoactives, en d'autres termes les drogues. Pourquoi ? Quels sont les dangers ? Quelles réponses adaptées pour freiner cette consommation ? Moment de sensibilisation pour des vacances saines.

La consommation des drogues en chiffre au Gabon.

« Aujourd'hui, la consommation d'alcool apparaît comme le premier divertissement des jeunes », lit-on dans « L'alcoolisme et jeunesse gabonaise : l'exemple du quartier Plein-Ciel », Mémoire de fin de formation de OBONO ASSEKO (A.), soutenu à l'INSJ de Libreville en 2018. Dans ce travail, l'auteure interroge l'omerta entourant le sujet de l'alcoolisme au sein de la société alors qu'il est responsable de plusieurs maux chez les jeunes. Elle constate qu'« un silence presque total règne à ce sujet dans nos milieux analytiques ». Aussi, elle a pu observer qu'au Gabon « l'alcool est un produit plus consommé et plus valorisé que le tabac ». Or, les conséquences de l'alcoolisme sont aussi bien sociales, économiques, médicales que personnelles.

Cependant, le texte suivant a pour ambition d'attirer l'attention des parents et des jeunes sur les dangers de la consommation des drogues notamment pour cette période des grandes vacances. Une chose est sûre, aucun adolescent n'est à l'abri de la tentation. D'ailleurs, il est dit que les garçons sont un peu plus à risque que les filles : 76% de filles et 84% de garçons de 18 ans déclarent avoir consommé de l'alcool avant l'âge de 16 ans. Pour le tabac, c'est 7,6% des filles et 14,7% de garçons. La préoccupation est d'autant plus grande surtout que notre pays est souvent classé premier, par exemple, en matière de consommation d'alcool sur le continent.

Si même au plus fort de la crise sanitaire de la Covid-19 le Gabon, comme les trois années avant, a continué à tenir la dragée haute en matière de consommation d'alcool sur le continent (9,1 litres d'alcool pur par an et par habitant de plus de 15 ans), il faut croire que la situation est vraiment alarmante. Mieux, pour les drogues illicites, en 2020, le Commandant en chef de la Police Nationale, le Général Serge Hervé NGOMA, annonçait la saisie de « 224 millions de produits stupéfiants ». En 2020 toujours, ce sont 1 219 kg de cannabis qui avaient



été saisis contre 156 kg en 2019. La même année, 178 g de cocaïne et 552 g d'héroïne ont été interceptés par les forces de l'ordre.

Le marché de cette activité illicite est principalement ouvert aux jeunes entre 17 et 30 ans. D'autres produits font l'objet de substitution comme le Tramadol, un analgésique opioïde synthétique, ou la codéine.

Quelles sont les causes et les conséquences de la drogue chez les jeunes ?

L'adolescence est une période de vulnérabilité. S'il est difficile de savoir ce qui conduit une personne à expérimenter la consommation des drogues, il est néanmoins possible de par l'expérience de l'observation de trouver des causes dans : appartenir à un groupe, le besoin de satisfaire le souci de reconnaissance et d'appartenance à un groupe ; envie de vivre une expérience nouvelle vous différente ; pour faire face à une situation difficile, la prise de produit est considérée comme la seule solution pour gérer ses émotions, ses souffrances.

Aussi, la consommation des substances psychoactives présente des conséquences à court et long terme. À court terme, les principaux effets sont : les violences en tant que victime ou auteur, les rapports sexuels non consentis et non protégés, les grossesses précoces, les accidents, les blessures... Sur le long terme, la consommation de stupéfiants et d'alcool est responsable des dommages irréversibles sur le développement du cerveau, la survenue de pathologie comme la schizophrénie, la dépression, l'hypertension artérielle et des accidents cardiovasculaires. Selon les spécialistes, il ressort de cela que le tabac, le cannabis et l'alcool accroissent le risque de développement de cancers, de pathologies pulmonaires et cardiovasculaires.

Quelles solutions pour la période des vacances ?

Il est vrai que la période des vacances est souvent accompagnée d'un relâchement de la part des parents. Cependant, pour préserver son enfant du danger il y a un minimum à faire.

Premièrement : il est important de favoriser le dialogue et être attentif. Il est important de savoir comment s'est passée sa journée. Lui rappeler que vous êtes là pour lui et que s'il souhaite se confier, vous êtes à son écoute. Chercher à savoir qui sont ses amis et les inviter pour mieux cerner leur personnalité.

Deuxièmement : il faut essayer de lui trouver des activités pour l'occuper sagement. Certainement pas des activités en rapport avec l'école, mais plus dans le divertissement, des circuits de randonnées, visite au musée, etc.

Troisièmement : le mettre en garde contre toutes formes de drogues, lui dire de se méfier de la première cigarette, du premier verre d'alcool, du premier joint... lui rappeler qu'il n'y a pas de drogue douce et qu'aucune n'est sans danger. Lui indiquer également les risques juridiques pour sa personne et les conséquences sur sa santé. ●

▶ INTERNATIONAL

LES BRICS

Une alternative au G7 ?

I C'est sous un climat de forte tension internationale et sur fond de crises énergétiques et alimentaires que les membres des BRICS se sont rencontrés lors de leur traditionnel sommet annuel. Décryptage sur les défis qui visent à mettre en place une autre vision des relations internationales.



Un sommet sous très fortes tensions internationales

Le XIVe sommet des BRICS s'est tenu par visioconférence le 23 juin 2022 à Xiamen en Chine sous le signe d'un renforcement des liens entre Pékin et Moscou. Il faut dire que depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine le 24 février 2022 et la mise en place de la plus grande batterie de sanctions économiques et financières infligées à un pays par les Occidentaux, les deux puissances nucléaires, membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU se sont considérablement rapprochées. La Chine n'a pas condamné l'invasion de l'Ukraine ni imposé de sanctions économiques envers son puissant voisin.

Au contraire, les relations économiques se sont accrues notamment dans le domaine énergétique avec une augmentation des importations chinoises de pétrole et de gaz russes ainsi que des produits manufacturiers chinois vers la Russie. Cette position aux antipodes de celle des Occidentaux (Européens et Nord-américains) est partagée par les autres membres à savoir le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Ces derniers ont par ailleurs adopté une position de neutralité vis-à-vis de la Russie. Il faut également signaler que cette rencontre était la première du genre depuis la fin du Covid19 et le début du conflit en Ukraine. Au cours de son intervention, le président russe Vladimir Poutine a appelé à plus de coopération face aux « actions égoïstes » de l'Occident.

Le président chinois Xi Jinping a quant à lui défendu le concept des BRICS qu'il définit comme un moyen pour les pays émergents et en développement de faire progresser l'économie mondiale. Il faut se souvenir que ce sommet s'est déroulé 3 jours avant celui du G7 à savoir les 7 pays les plus industrialisés qui se réunissaient à Elmau dans les Alpes bavaroises en Allemagne. Ce sommet a donc été l'occasion pour ces pays émergents de réaffirmer leur volonté de s'opposer à la vision unipolaire occidentale et de proposer un modèle alternatif multipolaire. Mais quels sont les atouts dont disposent les pays des BRICS ?



Un groupe aux potentiels démographiques et économiques immenses

Alors que le G7 qui regroupe les 7 pays les plus industrialisés du monde auquel on a associé l'Union européenne (UE) s'appuie essentiellement sur des questions économiques, les BRICS en revanche regroupent des pays émergents dont le poids démographique représente l'atout majeur. En effet, les membres du G7 représentent 40% du PIB mondial pour 10% de la population mondiale. En revanche, les BRICS représentent 30% du PIB mondial et 42,2% de la population mondiale ! Les pays du BRICS seraient à l'origine de plus de 50% du PIB mondial de ces 10 dernières années. À l'instar des pays du G7, les pays des BRICS organisent aussi leur sommet annuel depuis 2011.

En 1990, le poids économique des BRICS représentait à peine 10% du PIB

mondial. Aujourd'hui, selon le Fonds monétaire international (FMI), ces pays sont parmi les mieux classés de la planète sur la base de leur PIB : la Chine (2e place), l'Inde (7e place), le Brésil (9e place), la Russie (12e place) et l'Afrique du Sud (32e place). La Chine est le premier exportateur mondial de marchandises devant les États-Unis depuis 2010 et les autres pays figurent dans la liste des 30 premiers exportateurs mondiaux de marchandises. Conscients de leurs potentialités, les dirigeants de ces pays entendent désormais faire entendre leurs positions quitte à proposer un ordre mondial alternatif à celui des Occidentaux.

Pourtant depuis sa création le 16 juin 2009 par la Chine, la Russie et le Brésil, rien ne laissait penser que ce regroupement de pays aux intérêts disparates tiendrait la route plus d'une décennie. En dépit des tensions qui les opposent, la crise géopolitique en Ukraine a resserré les liens politiques et diplomatiques entre les membres des BRICS sous l'impulsion de la Chine.

Une alternative à la vision unipolaire de l'Occident

Cette volonté de se proposer comme une alternative au système financier international s'est affirmée en 2014 avec la mise en place de la Nouvelle Banque de Développement (NBD) dont le siège est à Shanghai en Chine. Cette institution financière vise à concurrencer le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM) dont les conditions de prêts aux pays émergents ou en développement sont jugées trop strictes. Dans la réalité, de nombreux projets d'infrastructures en Afrique, Amérique latine et même en Asie sont déjà financés par la NBD dans le cadre des Nouvelles routes de soie. Le dynamisme de ces pays émergents poussés par la Chine attire de nombreux pays qui frappent déjà à la porte des BRICS notamment le Nigéria, le Kenya, l'Argentine et l'Indonésie qui souhaitent intégrer l'équipe. La Thaïlande, le Mexique, l'Égypte et le Tadjikistan ont déjà le sta-

tut d'observateur. Cet élargissement des BRICS s'effectue alors que l'on observe un net recul de l'influence de l'Occident à travers le monde.

Un net recul de l'influence occidentale

Lorsque le président des États-Unis d'Amérique Jimmy Carter fondait ce groupe informel des chefs d'État en 1975, le G7 représentait 70% du PIB mondial de l'époque. Plus de 4 décennies plus tard, ce poids économique a reculé de 30% en faveur de pays émergents qui ont largement pu bénéficier des effets de la mondialisation. Cette situation est même devenue source de tensions entre les pays du BRICS et ceux du G7 sur de nombreux lieux à travers le monde. C'est ce décalage qui explique aussi la forte attraction qu'exercent les BRICS qui ont toujours vu dans le G7 un « club fermé de pays riches ». Dans un contexte géopolitique et économique mondial compliqué, la résolution de crises alimentaires et énergétiques ainsi que la recherche d'innovations technologiques devraient passer par une coopération accrue des BRICS afin de stimuler la croissance économique mondiale selon le communiqué final de ce sommet. En effet, ces derniers estiment que grâce aux énormes potentiels humains, économiques, financiers et technologiques dont ils disposent, les BRICS occupent une place centrale dans la chaîne industrielle mondiale.

À l'opposé de l'Occident qui brandit l'arme des sanctions qui sont contraires au bon sens économique, les pays membres des BRICS privilégient une approche multipolaire basée sur la coopération entre les États afin de créer un nouveau modèle de développement mondial. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



**Moov
Africa**

Gabon Telecom



ier

**EN AFRIQUE
CENTRALE**

**LE MEILLEUR DU
TRÈS HAUT
DÉBIT**

Jusqu'à
500 Mb/s



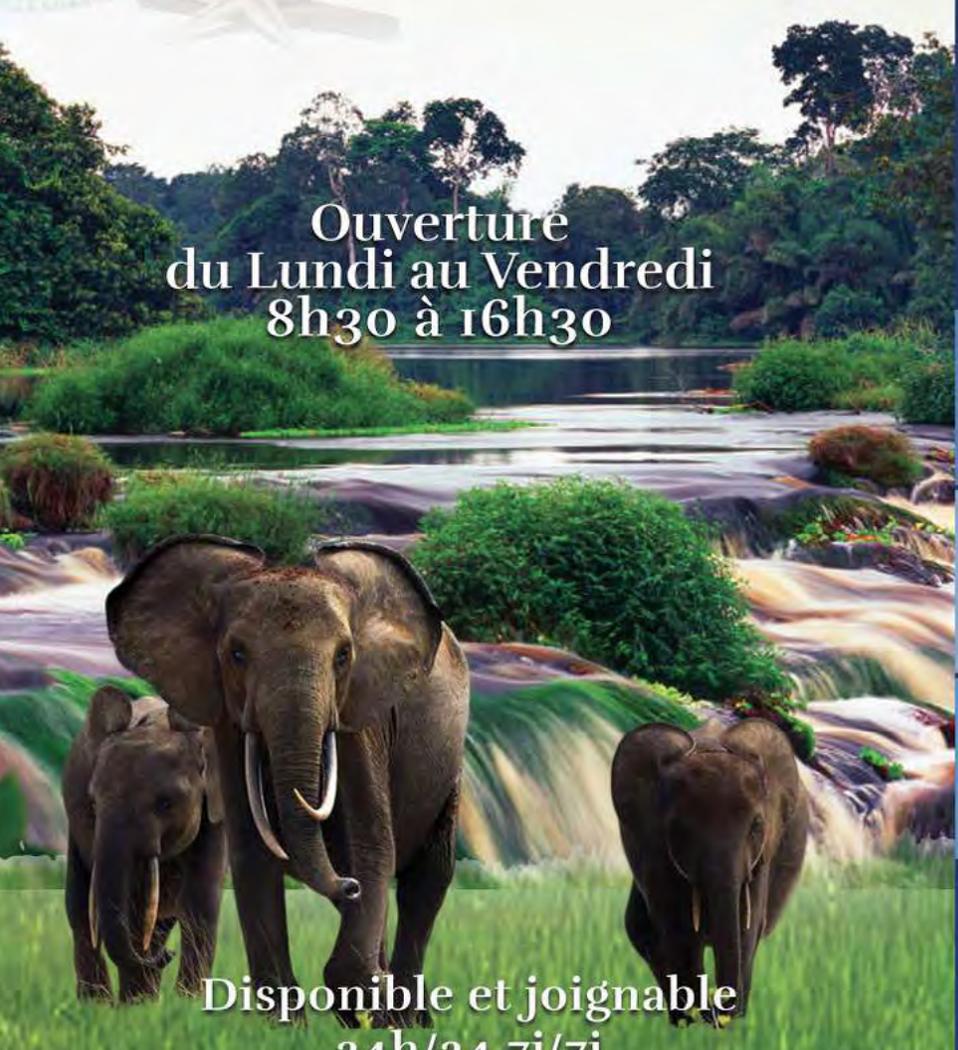
MoovBOX

moov-africa.ga

AV

Aelis Voyages

Votre partenaire de confiance



Ouverture
du Lundi au Vendredi
8h30 à 16h30

Disponible et joignable
24h/24 7j/7j



Billets d'avions



Assistance
aéroportuaire



Location de véhicules



Réservation d'hôtels



Forfait touristique



Visa en fonction
des destinations

+066 00 17 17 - 062 03 23 62
066 37 77 18

reservation@aelisvoyages.com

Libreville Gabon